Vidéo-surveillance à Boulogne-sur-mer

De la proximité des élections municipales, de la petite bourgeoisie social-démocrate locale et de ses caméras de surveillance.

Nous pressentions qu'il ne s'agissait que d'une question de temps. La période et la proximité des élections municipales ont semble-t-il hâté les choses. La gauche boulonnaise a donc franchi le pas et s'abandonne depuis peu à la pratique de la vidéo-surveillance. Reconnaissons d'abord que dans la population locale, l'annonce a suscité fort peu de réactions. Les difficultés quotidiennes accaparent une partie grandissante des familles, que la banalisation des multiples formes du contrôle social ont rendu, par ailleurs, fort peu sensibles à la question.

Le consensus sécuritaire : des Facistes aux Sociaux-démocrates, une vieille histoire...

Il n'en fut pas de même au coeur du sérail politique local. L'espionnage de rue y a déclenché une empoignade verbale entre têtes de liste aux prochaines municipales, sans égard pour le citoyen candide qui escomptait proprement un débat contradictoire. Mais voilà, de débat, il n'y aura pas. Du Front National jusqu'à la femme de paille du ministre des transports, mairesse par intérim, tous ont clamé et revendiqué à l'unisson la paternité du contrôle de la population par les écrans. Signifiante unanimité. Tous, à un bémol près. Le PS, tenant du double discours ordinaire, s'est défaussé sur l' Office Public de l'Habitat qui prétexta de son côté le “réaménagement des quartiers”. Joli numéro de duettistes ...

Dans une version citoyenniste, l'égale en tous points de ses soeurs jumelles républicaine de droite ou d'extrême droite, l'adhésion de la gauche à l'idéologie et aux pratiques sécuritaires n'est une surprise que pour les gobe-mouches. Pour qui connaît l'histoire des sociaux-démocrates européens, le bilan en la matière n'est plus à écrire mais inlassablement à exhumer.

Petit inventaire non exhaustif : “Va-t-en guerre” des deux côtés de la frontière en 1914; gagnés à l'Union Sacrée en France; bouchers de la commune de Berlin et assassins de Rosa Luxembourg -un petit meurtre entre “camarades”, outre Rhin; ralliés à Pétain en avril 1940 (90 parlementaires de la SFIO); briseurs des grèves de mineurs de 1948; colonialistes de la première heure et “saigneurs d'indigènes” à la demande : Indochine, Algérie ... de Gustav Noske à Manuel Valls en passant par Mitterand[1], la social-démocratie se compose depuis plus d'un siècle d'une petite bourgeoisie arriviste prompte à tout ralliement aux pouvoirs forts, invariablement du côté du manche, au seul service des intérêts du capital.

Qu'est ce que la politique sécuritaire ?

La politique sécuritaire est l'appendice idéologique de l'offensive travestie sous le vocable de “Crise” que mène la bourgeoisie contre le prolétariat depuis la fin du compromis fordiste. C'est à dire, depuis le début des années 70. A partir de cette date, le capital est confronté à une crise sans précédent de sa valorisation ; une crise structurelle. Afin d'entraver, au coeur même du procès de la production, la chute du taux de profit, les Etats ont d'abord eu recours à la restructuration et la liquidation de pans entiers de l'industrie jugés obsolètes. Ces restructurations ne seront qu'une première étape. Les mêmes Etats vont alors se livrer à la déréglementation tous azimuts des marchés du travail et de la finance, puis recour-

ront aux délocalisations et s'attaqueront enfin à tout ce que la bourgeoisie avait un temps concédé aux travailleurs comme contrepartie de leur exploitation, à savoir les différentes formes d'assurances sociales : retraites, système de santé, allocations et salaires indirects, etc ...

C'est cette politique de la terre brûlée dont on peut constater aujourd'hui les effets en Grèce que les économistes bourgeois nomment le “libéralisme”. Mais surtout, le capitalisme étant un rapport social total et non seulement économique, il détermine également les formes d'existence concrètes des individus. Voilà pourquoi une masse sans cesse croissante de prolétaires devenus surnuméraires a subi la destruction pure et simple de son mode de vie. Toute une culture, des formes de solidarités, de vie sociales et collectives, d'entre-aide et de résistance ont été depuis quarante ans purement et simplement éradiquées, annihilées.

Un mode de contrôle et de gestion des populations par temps de “Crise”.

Depuis, sur les ruines du prolétariat déchu des "trente glorieuses", une foule grandissante de nouveaux déclassés compose une masse diffuse; moins disposée pour les raisons parfois les plus contradictoires à se laisser encadrer. Les émeutes urbaines qui sévissent sur tous les continents, sans exception, nous en rapporte l'écho depuis ces dernières décennies.

Partis et syndicats, aujourd'hui inadaptés à contrôler des masses d'individus atomisés, les Etat se tournent vers des expédients plus directs. L'élaboration d'un discours idéologique criminalisant tout ou partie des prolétaires est un outil parmi d'autres d'un processus global de soutient à l'ordre bourgeois. Ce discours n'est pas seulement l'apanage de la droite et des fascistes. Ces derniers temps, la gauche se l'est approprié à mesure qu'elle allait puiser son fond électoral vers d'autre latitudes. Délaissant une base ouvrière qu'elle avait précédemment mené à l'abattoir, elle fraye dorénavant avec les dites “classes moyennes” parfumées aux essences libéralo-sécuritaires.

Mais l'idéologie, à elle seule, ne saurait suffire si elle ne trouvait, sur le terrain, à s'incarner dans des pratiques efficaces de contrôle et de domination des populations. A cet effet, on assiste à la mobilisation de tout un arsenal mêlant méthodes contre-insurectionnelles héritées des guerres coloniales, militarisation des polices, désinformation et déploiement d'outils technologiques des surveillances dernier cri.

Caméras de surveillance et “libertés publiques”.

Ecartons maintenant tout argumentaire en défense du non-respect des “libertés publiques et des droits de l'homme”. Il y a bien longtemps déjà que les dites “libertés publiques” se réduisent à la seule injonction de se conformer aux règles édictées par et dans l'intérêt exclusif de la bourgeoisie. Et c'est précisément au nom de cet “intérêt général” que cette même minorité masquée par ses écrans surveille du haut d'une légitimité usurpée la masse anonyme des exploités qui la fait vivre et l'entretient. Les écrans ne sont qu'un des outils d'un contrôle social généralisé pour lequel l'Etat a reçu la charge d'établir le cadre juridique taillé à la mesure.

Un cadre par ailleurs amplement contourné puisque pour une large part d'entre elles, les caméras sont installées, soit en totale infraction des lois édictées, soit dans le flou juridique. Ces caméras sont avant tout un instrument entre les mains des couches urbaines les mieux loties : commerçants, classes moyennes, et autres alliés objectifs de la

bourgeoisie dans le contrôle et le re-découpage à façon des territoires urbains en vue de leur subordination aux lois du capital.

Le marché très juteux de la surveillance

Maintenant, parlons gros sous ! Le coût de l'installation de neuf caméras “pour commencer et à titre expérimental” s'élèverait selon les édiles locaux à un montant de “83 000 euros” et “la moitié de cette somme devrait être subventionnée par le fonds interministériel de la lutte contre la délinquance”. Selon l'Etat lui même, le coût par caméra et par an s'élèverait à 7 400 euros en moyenne. S'il est un marché qui ne connaît pas la crise, c'est bien celui de l'industrie sécuritaire. Actuellement, en France, quinze entreprises principales se partagent un pactole de près d'un milliard d'euros à l'année dont une partie non négligeable provient directement de la poche des contribuables. Et ce n'est qu'un début ! Bientôt, des caméras d'un nouveau genre permettant l'utilisation de logiciels et le recours au système informatique global remplaceront celles actuellement en service. C'est donc l'ensemble du parc que ces entreprises entendent faire renouveler et ainsi pouvoir continuer à se gaver jusqu'à la gueule. Bref, les petites affaires entre amis ont un bel avenir devant elles ...

A l'usine, au bureau et au bistrot : le patron te mâte.

Que ce soit à l'usine, au bureau, dans l'industrie ou les services, le flicage a toujours fait partie intégrante de la condition du prolétaire. Les dernières affaires en date sous les enseignes des groupes Ikéa, Castorama, etc... ne sont que la partie visible de pratiques très largement répandues sous de multiples formes. La CNIL, cette caution démocratique à l'hystérie sécuritaire dit aujourd'hui s'en inquiéter. Selon elle, entre 2011 et 2013, les plaintes déposées par un salarié contre son patron pour espionnage vidéo ont augmenté de 13 %. En réalité, la seule chose qui a évolué, ce sont les méthodes qu'emploient dorénavant le patronat pour parvenir à ses fins. Le petit chef ou le mouchard cède progressivement la place à un arsenal dont la vidéo n'est qu'un instrument parmi d'autres.

Mais ce processus se double d'un autre, plus pervers encore. Celui là s'introduit partout et se montre d'autant plus redoutable qu'il bénéficie de l'adhésion, en partie au moins, indispensable à toute forme de domination pour qu'elle puisse se déployer et assujettir à sa guise. Les nouveaux outils de la communication placent dorénavant l'objectif des caméras au centre de pratiques consuméristes régressives assez inédites. Leurs utilisateurs n'hésitent plus à se mettre en scène sur les réseaux dit “sociaux”, là où la désinhibition domestique et mercantile s'incarne ostensiblement au travers d'un exhibitionnisme débridé.

La fascination/soumission envers l'ordonnancement capitaliste de la technique et des technologies atteint chaque jour de nouveaux sommets ...

Dieu pardonne ... Pas le prolétariat !

Maintenant, que faire ? Nous sommes bien sûr solidaires des luttes en cours contre l'ordre sécuritaire et qui s'expriment au travers des actions de collectifs locaux. Nous le sommes tout autant de celles menées plus spécifiquement contre les caméras de vidéosurveillance : campagnes, débats, destructions de caméras, etc... Tout ce qui est gagné, même à une échelle réduite, de manière partielle et temporaire prouve, s'il le faut encore que, la domination du capital n'est et ne sera jamais totale ni définitive.

Mais, il est parfaitement évident que ce n'est qu'à partir du moment où les exploité-es se mettront en mouvement, qu'ils commence-

ront à s'organiser par leurs propres moyens afin de défendre les seuls intérêts qui sont les leurs, que la peur commencera à changer de camp. Pour cela, il n'y a pas de recette, ni d'homme ou de femme providentiel-le à attendre. Il n'y a que la nécessité de commencer à se regrouper, discuter, réfléchir, échanger sur nos lieux de travail, nos lieux de vie... Et c'est ce qui est le plus difficile à réaliser en ce moment, nous en sommes bien conscients. Sur plusieurs continents des mouvements populaires contestent dans la rue l'ordre existant et sa logique qui nous conduit à tombeau ouvert vers la barbarie. En Europe, c'est également le cas dans des pays comme la Grèce, par exemple. Il n'y a donc pas de "reprise" ou de "relance" à attendre, le capital entend simplement nous faire la peau et compte au surplus sur notre collaboration afin d'y parvenir. A nous tous, travailleurs, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens... avec ou sans papiers(!) de lui faire quitter la scène de l'histoire au plus vite et de la seule manière qu'il se doit : les deux pieds devant ! Une révolution reste à faire !

1 -**Petite galerie de portraits Sociaux-démocrates avec citations à l'appui :**

Gustav Noske : (1868-1946). Artisan, puis journaliste. Elu du SPD, il assure la collaboration du parti avec l'état major de l'armée dont il bénéficie de la totale confiance durant toute la durée de la première guerre mondiale. Lors de la commune de Berlin, Noske donne plein pouvoir aux "corps-francs", des troupes de mercenaires qui préfigurent les milices nazis, afin de réprimer les ouvriers insurgés. Lors de ces événements, Rosa Luxembourg et karl Liebknecht seront assassinés.

Citation : « Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire: je n'ai pas peur des responsabilités ».

François Mitterand : (1916-1996). Ministre de l'intérieur en 1954, opposé à l'indépendance de l'Algérie. A couvert les exactions en tous genres de l'armée française contre les indépendantistes.

Citation : "Nous ne frappons donc pas d'une manière collective. Nous éviterons tout ce qui pourrait apparaître comme une sorte d'état de guerre dont nous ne voulons pas mais nous châtierons d'une manière implacable les responsables."

Manuel Valls : (1962). Ministre de l'intérieur de F.Hollande. N'atteint pas encore le palmares des deux précédents mais se montre prometteur. Citations : "Tu me mets des Whites, des Blancos ... hi hi hi!" ou encore : «Oui, il faut dire la vérité aux Français: ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation avec les populations locales.»

Comptez vous êtes filmés

Quand la cour des comptes dénonce les caméras de surveillance

Pour nous, la Cour des Comptes n'est non seulement pas une référence, mais bien plutôt un instrument politique au service de l'Etat et de la Bourgeoisie. Nous noterons toutefois que, l'Etat lui-même lorsqu'il se préoccupe de nos sous, pointe ses propres contradictions.

En conclusion de son rapport sur l'usage des « forces de sécurité » en France, on pouvait lire :
« ...Encouragé par l'Etat, le recours croissant à la vidéosurveillance de la voie publique ne peut se substituer à l'action des forces de sécurité étatiques ; il s'y ajoute. La charge financière et la gestion des dispositifs incombent, pour l'essentiel, aux communes. Le déploiement et l'utilisation de ces dispositifs s'opèrent dans des conditions de régularité mal contrôlées par l'Etat et parfois en infraction à la loi. L'absence, en France, de toute évaluation rigoureuse de l'efficacité de la vidéosurveillance de la voie publique est une lacune dommageable, notamment au regard du montant des dépenses publiques engagées... »[1]
La cour reprochait entre autre au gouvernement de ne pas donner les moyens aux commissions de contrôle départementales de la vidéoprotection de faire son travail à savoir éviter les abus : « son rôle est exclusivement formel », « ...en l'absence de moyens matériel et humain, les commission départementales ne peuvent exercer ce pouvoir de contrôle... ». Un autre reproche porte sur l'absence de qualification ou d'habilitation des personnes chargées de l'exploitation des systèmes de vidéosurveillance. Enfin en pointant l'absence d'analyse scientifique sur l'impact sur la criminalité ou la délinquance, la cour note que le nombre d'infractions élucidées par la vidéosurveillance est négligeable.
En d'autres termes, on nous fait payer trop cher un outil inutile, utilisé par des incompétents que l'Etat lui-même ne peut pas contrôler...

1 - La Cour des Comptes. L'organisation et la gestion des forces de sécurité publique. Juillet 2011

- La Mouette Enragée -
Groupe Communiste Anarchiste de Boulogne-sur-mer
BP 403 - 62206 Boulogne-sur-mer Cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
http://lamouetteenragee.over-blog.com